

L' Abeille de la Nouvelle-Orléans.

VOL. 97

Fondée le 10
Septembre 1827

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 6 SEPTEMBRE, 1923

5c le numero

No. 33

Le Pacte de Sécurité

Nos amis belges n'ont pas lâché pied dans l'affaire de la Ruhr. Ils se tiennent ferme à nos côtés, et nous aux leurs. Nous avons, les uns et les autres, tellement la tête faite de la même façon, nous avons, tellement les mêmes façons de sentir, qu'il n'est pas étonnant la communauté de nos intérêts aidant, que nous voyions si souvent les choses sous le même angle. De tous les renseignements qui me parviennent de Belgique depuis longtemps, il m'apparaissait clairement que nos amis belges ressentient la même irritation que nous contre nos alliés britanniques dont l'attitude à l'égard de l'Allemagne leur semble au moins aussi étrange qu'à nous de la part de loyaux alliés.

C'est une grande joie pour nous en France de constater cette communauté de sentiments et de la voir se traduire par une attitude aussi énergique que la nôtre.

Coup sur coup voici que deux notes officieuses britanniques viennent nous apprendre que le gouvernement de Londres est prêt à aller très loin dans la voie d'un garantie militaire à donner à la France. Cette offre à l'heure actuelle, a malheureusement la fâcheuse apparence d'une tentative de marchandage. On a l'air de nous dire à Londres: "Soyez arrangeants sur la question de la Ruhr et des réparations, et si vous êtes gentils, nous vous signerons le bon pacte de garantie de sécurité que nous vous avions promis à Versailles."

Si un tel marchandage était dans l'esprit du gouvernement britannique, il n'irait pas sans aggraver les malentendus entre Londres et Paris et sans offenser l'opinion publique française, peut-être l'opinion publique franco-belge.

Nous tenons certes, à notre sécurité, mais nous entendons bien ne pas l'acheter aux dépens de notre créancier l'Allemagne.

Les réparations sont une chose; notre sécurité est une autre chose. Les unes ou les autres, ne les embrouillons pas.

En ce moment, nous traitions, entre alliés, la question des réparations: réglons-la d'abord.

Pour fixer la capacité de paiement de l'Allemagne, comme s'il n'existait pas déjà une commission chargée de ce soin et comme s'il n'y avait pas des traités à observer.

Dire qu'avec des propositions aussi vagues et aussi dépourvues d'efficacité on veut assurer la paix de l'Europe c'est une sanglante plaisanterie. L'Europe, jusqu'à présent, ne s'est aperçue que d'une chose, c'est que l'Angleterre, en réalité, n'a aucun intérêt à mettre fin à la situation actuelle. Ce ne sont pas les déclarations de M. Baldwin et de lord Curzon qui feront changer l'Europe d'opinion.

Une Opinion Espagnole

L'ANGLETERRE ET LES REPARATIONS

Du "Herald" de Madrid.
L'avènement de M. Baldwin n'a pas apporté à la politique anglaise les changements qu'il était permis d'espérer. La présence de lord Curzon dans le Cabinet donne à la politique extérieure de l'Angleterre une continuité dont nous ne savons pas jusqu'à quel point elle peut être avantageuse. Quant à M. Baldwin, il vaut bien M. Bonar Law. Plus la question des réparations s'embrouille, plus il apparaît nettement que la clef en est à Londres et que Londres manque de bonne volonté pour en aborder la solution par des moyens efficaces. La France et la Belgique, comme elles en avaient le droit, ont occupé la Ruhr. En l'occupant elles ont fait, après 4 ans de vaine attente, ce que l'Allemagne avait fait dès les premiers jours de 1871. Mais l'Angleterre, au lieu de les soutenir et de les seconder, s'en lave les mains. L'Allemagne a interprété cette attitude anglaise comme un encouragement à la résistance et à sa tactique de gagner du temps pour mieux pêcher en eau trouble.

L'occupation de la Ruhr a-t-elle échoué comme le disent les Anglais? Assurément non.

Si, d'autre part, elle n'a pas rendu tout ce qu'elle pouvait rendre, cela vient du fait que l'Angleterre s'en est lavé les mains et qu'elle fait encore. C'est donc en vain que M. Baldwin, et lord Curzon prétendent faire croire au monde que s'ils interviennent c'est dans le but de régler définitivement la question et d'établir la paix mondiale. Leur attitude ne servira qu'à renforcer davantage la résistance du Reich et à aviver encore ses espoirs.

Le gouvernement britannique a annoncé, la brandissant comme une menace, la publication des notes françaises et belges. Or, que voyons-nous dans ces notes? De la part de la France et de la Belgique un langage clair, un programme précis. Par contre, les demandes et les propositions de l'Angleterre qui paraît si pressée de rétablir la paix de l'Europe, se réduisent simplement à ceci: donner une commission d'experts

pour fixer la capacité de paiement de l'Allemagne, comme s'il n'existait pas déjà une commission chargée de ce soin et comme s'il n'y avait pas des traités à observer.

Dire qu'avec des propositions aussi vagues et aussi dépourvues d'efficacité on veut assurer la paix de l'Europe c'est une sanglante plaisanterie. L'Europe, jusqu'à présent, ne s'est aperçue que d'une chose, c'est que l'Angleterre, en réalité, n'a aucun intérêt à mettre fin à la situation actuelle. Ce ne sont pas les déclarations de M. Baldwin et de lord Curzon qui feront changer l'Europe d'opinion.

LE PRESIDENT HARDING

S'il faut en croire le docteur George E. Harding, son fils, Warren G. Harding, depuis l'adolescence, rêvait de s'installer à la Maison-Blanche. Un jour que les cloches sonnaient pour sa fête d'anniversaire de la naissance de Washington, celui qui devait devenir sénateur de l'Ohio—il avait alors douze ans—dit à ses petits camarades:

"Vous les entendrez un jour sonner pour moi, quand je serai à mon tour président."

Prediction qui étonna dans la bouche de l'apprenti tyro, mais qui devait se réaliser quarante-trois ans plus tard.

Le général Nivelle le vit au lendemain de son élection. Il fut ainsi le premier Français reçu par lui. Il nous le dépeignit "très grand, bâti en athlète, le visage entièrement rasé sous des cheveux blancs, et regardés sous des yeux bleus, très vifs, enfoncés sous d'épais sourcils châtain." Dans le même article, l'ancien généralissime reproduisait une lettre typique que lui envoya un haut personnage politique et qui résume l'opinion des Américains sur leur président:

"Un vrai citoyen, ni un génie, ni un héros, ni un surhomme. Ami passionné de Roosevelt, il disait souvent:

"L'adoration du peuple américain pour Teddy est fondée sur la foi populaire en son absolue honnêteté."

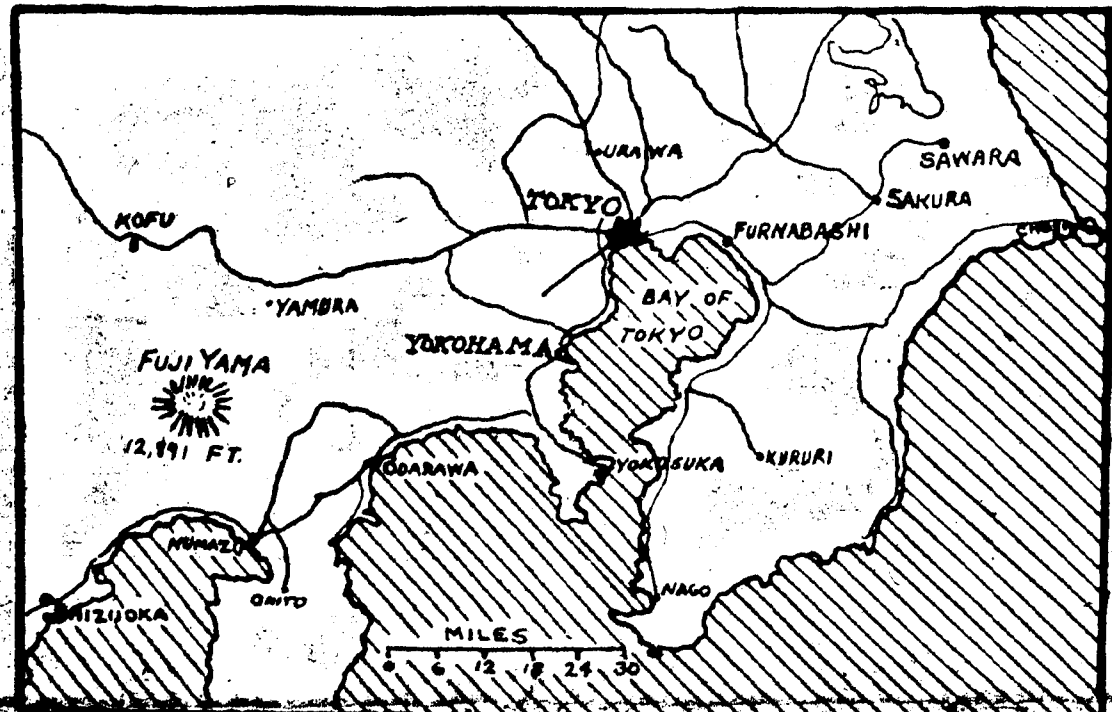
Simple comme Lincoln, sincère comme Roosevelt, affable comme Mac-Kinley, fidèle comme Braine. Bref, quoi qu'on puisse dire de lui, "W.G." est bien l'homme qu'il fallait pour guider l'Amérique dans les jours de readjustement de la nation."

DIFFERENCE

Arthémise.—Pourquoi as-tu dit à Gabrielle ce secret que je t'avais dit de ne pas lui dire?

Vesuvia.—Je ne lui ai pas dit, je lui ai simplement demandé si elle le connaissait.

LE JAPON DEVASTE



Le Japon, en ce moment, a la sympathie du monde entier. En haut nous avons une photographie de belles maisons dans la grande ville de Tokio, avec ses 5,000,000 d'habitants et la capitale du Japon. Les portes ici ont été énormes, suivant le tremblement de terre la semaine dernière. La carte au centre donne une idée de l'étendue des régions dévastées. En bas une vue de Yokohama presque entièrement détruite par le feu.

LE GOUVERNEMENT YOUGO-SLAVE S'ADRESSE A LA C. D. R.

Belgrade.—La majeure partie de la séance du Conseil des ministres d'hier a été consacrée à la situation créée par la note allemande annonçant la suspension des livraisons au titre des réparations.

Le communiqué suivant a été publié:

"Le gouvernement royal continue à examiner activement la question des réparations et la suspension des livraisons par l'Allemagne. Il estime qu'il s'agit, en la circonstance, d'une infraction réelle de l'Allemagne aux traités internationaux, qui affectent spécialement les intérêts vitaux de l'Etat serbe croate et allemands."

"Bucarest et Athènes apportent la même attention à cette question. Il existe une tendance à mettre en accord l'attitude commune des Etats intéressés."

"La note allemande reçue par le gouvernement a été communiquée à la Commission des réparations à Paris, organisme compétent pour les questions touchant à l'exécution des traités, en la saisissant de la protestation contre la suspension des livraisons allemandes."

PAS DE COMPARAISON

Paris.—Le baron Jean de Constant, directeur général des musées nationaux de France, a donné des instructions aux directeurs du musée du Louvre de ne pas permettre une comparaison du tableau de Mme Andrée Hahn "La Belle Ferronnière" avec l'original reconnu par Léonard de Vinci.

"On n'a fait aucune demande officielle pour cette comparaison," a déclaré le directeur général aux correspondants des journaux, "mais si l'on m'adresse une pareille requête, je refuserai formellement."

Le baron de Constant a donné comme raison les préparatifs que faisaient les photographes de cinéma et les correspondants des journaux, qui se proposent d'envahir le Louvre le 1er septembre.

Mme Hahn, qui espère que la comparaison prouvera que son tableau est un De Vinci authentique, ne peut plus avoir recours maintenant qu'à M. Léon Bérard, ministre des beaux-arts. Lui seul a l'autorité nécessaire pour passer outre aux ordres du directeur général.

ESPOIR

Madame.—J'ai la conviction qu'il y a un voleur en bas.

Monsieur.—J'espère, ma chère, que tu ne m'obligeras pas à avoir le courage de tes convictions.

LA TOUR DE BABEL

Du "Figaro".

Si, après avoir été enlevé par des sin-feyers—ou par d'autres—vous vous trouvez abandonné dans ce lieu étrange, vous vous demanderez avec un peu d'anxiété, une fois arachés le bandeau qui vous empêchait de voir, et le bâillon qui étouffait vos appels, dans quel diable d'endroit vos ravisseurs vous ont conduit.

Tout autour de vous des enseignes russes, polonaises, allemandes, des inscriptions en caractères hébraïques. Les gens qui vous croisent parlent toutes les langues, sauf la vôtre. Et rien ne vous permet de deviner où vous êtes.

Cependant, vous vous trouvez à Paris, rue Vieille-du-Temple, ou, peut-être, rue des Archives.

C'est ce que vous apprend le patron d'un débit où vous entrez pour vous renseigner, et qui, Savoyard ou Auvergnat, perdu dans cet flot cosmopolite, n'a pas hésité à faire peindre sur sa boutique: Restaurant français.

Et il est très fier d'avoir eu cette idée. Fier comme s'il avait planté le drapeau national sur la tour de Babel.

Les soldats anglais de l'armée de Wolfe qui sont morts sur les Plaines d'Abraham furent enterrés au même lieu de leur trépas.

Le Change Français

Le ministre des finances, M. de Lasteyrie, a fait l'autre jour à divers représentants de la presse parisienne les déclarations que voici:

La dépréciation actuelle du franc n'est due en aucune façon à des causes économiques. Si l'on considère les divers facteurs de l'activité économique en France depuis un an, on voit que, dans l'ensemble, il y a eu une amélioration très réelle de notre situation générale.

Les recettes des chemins de fer? 3 milliards 786 millions, contre 3 milliards 596 millions pour les sept premiers mois de 1922, soit une augmentation de 189 millions.

Les caisses d'épargne? Là, un excédent de dépôts de 265 millions.

Notre commerce extérieur? Ici, on constate une augmentation très considérable.

Nos importations ont augmenté dans des conditions analogues, et nos statistiques douanières font ressortir un déficit de la balance commerciale de 527 millions pour 1923, sensiblement égal au chiffre de 528 millions pour 1922, et qui n'est, en somme, que de 2.90 0-0.

Et puis ce déficit est purement apparent, étant donné la grande affluence des touristes étrangers en France, les dépenses faites par eux sur notre territoire, et qui s'élèvent à un chiffre bien supérieur à ceux qui peuvent résulter du petit écart de notre balance commerciale.

D'autre part, envisageons le mouvement du bilan de la Banque de France, que l'étranger considère en quelque sorte comme le thermomètre de notre situation financière. Là encore, les chiffres que nous constatons sont pleinement encourageants. Le montant des avances à l'Etat, qui s'élevait un bilan d'août à 25 milliards 925 millions pour 1920, est tombé à 25 milliards 200 millions en 1921, à 23 milliards 800 millions en 1922 et à 23 milliards, 700 millions en 1923.

Comment donc expliquer la dépréciation de notre change qui vient de se produire au cours des dernières semaines? Elle est du presque exclusivement à des influences spéculatives. Il y a en France des balances étrangères très importantes; ces balances sont essentiellement mobiles; sous des influences extérieures, elles se déplacent avec la plus grande facilité et peuvent provoquer des à-coups momentanés sur le change.

Certains de ces à-coups ont été, à n'en pas douter provoqués par le désir de peser sur notre politique générale. On m'a signalé à l'ajouté le ministre, qu'il y a eu, ces derniers temps, pour le compte de l'étranger, des ventes importantes de francs qui ont été effectuées parfois même à découvert.

On a cherché à exercer une pression sur le franc français, comme l'on a essayé de le faire, les semaines dernières, sur le franc belge. Nous devons envisager ces mouvements avec le plus grand sang-froid et le plus grand calme. Ce n'est pas la première fois que se sont produites des pointes sur le change, et cette fois-ci—comme les fois précédentes—je ne doute pas que l'effort continu de notre pays pour assurer son relèvement économique et financier aura raison de toutes les manœuvres spéculatives.

L'OPINION DE TEMOINS AMERICAINS

New-York.—Le sénateur Smoot, qui revient d'Europe, a déclaré qu'il approuve l'occupation de la Ruhr comme la seule chose que la France pouvait faire.

Au cours de son voyage, M. Smoot s'est informé de la capacité de paiement de l'Allemagne pour le compte du gouvernement de Washington à qui il adressera un rapport documenté dont il a refusé de rendre les conclusions publiques, mais qui sont basées sur les revenus de l'industrie des mines allemandes. A son avis, l'Allemagne doit être mise dans l'obligation de payer jusqu'à l'extrême limite de sa capacité.

M. Booth, président de la Chambre internationale de commerce, qui revient également d'Europe, a dit que la solution des difficultés qui ont surgi en Europe dépend de la question de la Ruhr.

Il ajoute que la France a été obligée d'occuper la Ruhr et qu'elle ne l'évacuera pas avant d'avoir reçu un règlement satisfaisant des réparations.

Vexations Turques

Les Turcs, depuis l'armistice, ont trouvé en France de nombreuses sympathies. Il était naturel qu'on les leur accordât. Tous ceux qui, comme moi, pendant la guerre, ont eu l'occasion d'avoir en face d'eux des divisions turques, savent avec quelle loyauté de tels ennemis se placent à conserver, jusque dans la lutte, les vieilles traditions de la chevalerie. Je me souviens en particulier d'un officier prisonnier, un Ottoman de l'ancienne manière; beau et de fin visage, les yeux très noirs, les sourcils arqués, le nez droit. On l'évoquait aisément faisant grâce à vaincu et libérant ses captives—au bord du puits de l'oasis—dans un grand geste magnifique et joyeux selon les plus récentes exigences de la générosité et des vieilles gravures. Il s'exprimait dans un français correct, avec franchise et dignité, et au cours de l'entretien, sans y prendre garde, il fut amené à prononcer contre les Allemands la condamnation la plus précise et la plus dure qui leur ait jamais été infligée.

—Nous essayons, déclara l'officier, d'être aussi humains que les temps le permettent. Nos hommes sont très doux. Lorsqu'ils recueillent des blessés, ils les soignent de leur mieux. Toutes les fois, pour ma part, que j'ai vu des ambulanciers se diriger vers un soldat tombé à terre, j'ai toujours commandé d'arrêter le feu...

L'officier réfléchit: son regard se voila un peu. Il semble obéir à un scrupule d'exactitude.

—Une fois pourtant cela ne m'a pas été possible...

—Pourquoi?

—Parce que ce jour-là un colonel allemand était à côté de moi.

—Avez-vous beaucoup d'officiers allemands dans vos régiments?

—Très peu; ils sont presque tous affectés aux batteries. Chez nous, il en passe un ou deux de temps en temps comme inspecteurs. C'est tout. C'est déjà trop.

—Vous ne paraissez pas aimer les Allemands?

Le Turc, brusquement me dévisagea, et d'une voix brève:

—Eh bien! et vous?

—Moi, ce n'est pas la même chose. Ici, on a pris la France, deux de ses plus belles provinces.

D'une voix grave et presque douloureuse l'officier me répondit:

—A vous ils ne vous ont pris que deux provinces; à nous ils ont pris tout notre pays.

—Vous le leur avez livré.

—Hélas! ceux qui nous dirigent ont agi de la sorte. Ils ont fait semblant de croire que l'empereur des Germains était l'ami de l'Islam et que grâce à lui Allah gagnerait des fidèles. La Mecque, qui est sainte, et dont l'œil sait distinguer la véritable voie, a refusé de les écouter. Ces intrigues n'ont réussi qu'à secouer, déraciner les palmiers de l'Arabie et à soulever contre nous le vent du désert. Les Arabes sont entrés en rébellion contre le Sultan. C'est la seule révolte qui ait éclaté au sein de l'Islam.—Robert de Flers.

NI CLAIROU, NI TAMBOUR

Le maire d'Exy-mieux (Drôme) a signé un arrêté en date du 9 avril 1922, restreignant les exercices et répétitions des tambours et clairons, ainsi que les sonneries de cloches.

A la suite de la requête présentée par l'abbé Sclary, desservant à Exy-mieux, qui avait joint une pétition faite par la grande majorité des habitants de la commune prouvant que les exercices et les sonneries interdites par le maire ne causaient aucune gêne à la population, le Conseil d'Etat a maintenu la réglementation des sonneries de cloches, qui ne porte pas atteinte au libre exercice du culte, mais, en ce qui concerne les exercices de tambour et clairon, il a décidé ce qui suit: "Considérant que l'interdiction prononcée par le maire des exercices et répétitions de tambour et de clairon dans les lieux avoisinant les habitations n'exécède pas la limite des pouvoirs généraux de police qui lui sont conférés par l'article 97 de la loi du 5 août 1884, mais considérant que le maire a décidé que ces exercices et ces répétitions devraient être interdits fin, même à une distance déterminée de l'agglomération, dès la chute du jour, que par cette disposition applicable à toutes les époques de l'année le maire ne saurait prétendre avoir en vue d'assurer le repos des habitants et que, sur ce point, son arrêté est entaché d'excès de pouvoir."

PAS LA MEME

—Ce magazine est passé de mode.

—Oui, c'est le magazine que je donne généralement à la servante tous les dimanches.

—Mais elle ne se fatigue donc pas de toujours lire le même magazine?

—Non, ce n'est jamais la même servante.

HUGHES FAIT L'ELOGE DE KATO

Washington.—Le Secrétaire d'Etat Hughes, dans un message du Vicomte Uchida, Ministre des Affaires Etrangères (et nouvellement appointé au poste de Président du Conseil) dit: "J'ai appris avec la plus profonde tristesse le décès du Baron Kato et je désire exprimer au gouvernement japonais ma profonde sympathie dans la perte qu'il vient de faire en la personne de l'un de ses hommes d'Etat les plus brillants et les plus éclairés.

J'ai eu l'honneur d'être en étroit contact avec le Baron Kato, pendant la Conférence de Washington et me suis fait de sa valeur, de son patriotisme et de la noblesse de son caractère, la plus haute opinion."